

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ville de Trois-Rivières | 37067 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Trois-Rivières pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.

Signataire
Nathalie Courmoyer

Date
1.1 14 mai 2026

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	10
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	38
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	40
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	41
Situation financière par organismes	42
Charges par objets	43
Fonds local d'investissement	44
Fonds local de solidarité	46
Excédent (déficit) accumulé	48
Avantages sociaux futurs	52

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	60
Analyse des charges consolidées	72

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la
Ville de Trois-Rivières

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville de Trois-Rivières (ci-après la « Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2025 et l'état des résultats, l'état des gains et pertes de réévaluation, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2025 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A122600
Trois-Rivières, le 14 mai 2026

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Revenus				
Taxes	1	274 390 640	275 306 198	263 272 213
Compensations tenant lieu de taxes	2	20 507 169	20 302 592	19 248 587
Quotes-parts	3	1 459 883	1 704 689	2 084 166
Transferts	4	80 394 915	79 052 612	84 361 670
Services rendus	5	45 985 651	51 550 207	50 149 617
Imposition de droits	6	15 295 000	24 324 614	15 696 713
Amendes et pénalités	7	6 002 000	7 437 837	5 724 882
Revenus de placements de portefeuille	8	4 183 480	3 811 130	5 455 300
Autres revenus d'intérêts	9	3 167 663	3 673 158	3 732 131
Autres revenus	10	25 789 270	23 006 248	15 641 333
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		98 181	
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	477 175 671	490 267 466	465 366 612
Charges				
Administration générale	14	51 262 504	50 509 560	46 841 072
Sécurité publique	15	67 858 641	67 333 171	64 666 927
Transport	16	98 571 743	98 608 999	91 577 753
Hygiène du milieu	17	87 972 647	90 926 579	82 717 242
Santé et bien-être	18	6 037 860	24 720 985	7 429 444
Aménagement, urbanisme et développement	19	26 087 077	29 189 068	27 330 029
Loisirs et culture	20	77 010 374	76 459 330	74 351 795
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	18 537 650	18 570 985	16 583 652
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	433 338 496	456 318 677	411 497 914
Excédent (déficit) lié aux activités	25	43 837 175	33 948 789	53 868 698
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		904 376 293	850 507 595
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		904 376 293	850 507 595
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		938 325 082	904 376 293

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	86 485 645	94 429 125
Débiteurs (note 5)	2	182 385 557	179 427 585
Prêts (note 6)	3	3 022 036	3 501 651
Placements de portefeuille (note 7)	4	12 028 780	11 031 700
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	956 800	858 619
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	279 000	
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	285 157 818	289 248 680
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	15 004 181	30 227 667
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	78 902 044	85 860 625
Revenus reportés (note 11)	12	27 717 691	43 843 974
Dette à long terme (note 12)	13	485 338 486	461 220 753
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	1 358 000	3 080 000
Autres passifs (note 14)	15	36 669 777	36 628 039
	16	644 990 179	660 861 058
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(359 832 361)	(371 612 378)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	1 272 181 973	1 252 836 702
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	13 933 669	14 099 133
Stocks de fournitures	20	6 197 574	5 064 917
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	6 850 120	4 638 065
	23	1 299 163 336	1 276 638 817
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	939 330 975	905 026 439
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	938 325 082	904 376 293
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26	1 005 893	650 146
	27	939 330 975	905 026 439

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Excédent (déficit) lié aux activités	1	43 837 175	33 948 789	53 868 698
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	131 985 319)(	94 515 406)(	123 604 230)
Produit de cession	3	2 055 720	3 182 882	7 430 009
Amortissement	4	67 977 379	73 290 998	67 129 075
(Gain) perte sur cession	5	(1 560 000)	(1 303 747)	(3 287 560)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(63 512 220)	(19 345 273)	(52 332 706)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		165 464	(644 921)
Variation des stocks de fournitures	10		(1 132 655)	(160 092)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(2 212 055)	(650 429)
	13		(3 179 246)	(1 455 442)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		355 747	650 146
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(19 675 045)	11 780 017	730 696
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(371 612 378)	(372 343 074)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(371 612 378)	(372 343 074)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(359 832 361)	(371 612 378)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	650 146	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :			
Dérivés	2		
Placements de portefeuille	3	355 747	650 146
Autres			
▪	4.1		
Montants reclassés dans l'état des résultats			
▪	5.1		
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	355 747	650 146
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	1 005 893	650 146

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	33 948 789	53 868 698
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	73 290 998	67 129 075
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3		
Autres			
▪ Charge de désactualisation - OMHS	4.1	799 087	777 161
▪ Révision d'estimations - OMHS	4.2	(587 749)	(1 898 647)
▪ Contributions de promoteurs	4.3	(10 398 752)	(7 450 169)
▪ (Gain) perte sur cession d'immobilisations corporelles	4.4	(1 303 747)	(3 287 560)
▪ (Gain) perte sur remboursement ou cession de placements/prêts	4.5	129 726	207 360
▪ Provision pour moins-value de placements/prêts	4.6	(13 210)	178 490
	5	95 865 142	109 524 408
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(2 930 648)	(5 449 285)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(2 020 338)	2 028 578
Revenus reportés	9	(16 126 283)	(8 229 431)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(2 001 000)	(2 771 000)
Propriétés destinées à la revente	11	165 464	(644 921)
Stocks de fournitures	12	(1 132 655)	(160 092)
Autres actifs non financiers	13	(2 212 055)	(650 429)
	14	69 607 627	93 647 828
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15 (	89 251 821)(	112 088 000)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	3 182 882	7 430 009
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17 ())
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(86 068 939)	(104 657 991)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20 (	1 368 181)(	1 855 500)
Remboursement ou cession	21	2 691 904	1 700 752
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22 (	1 700 137)(	1 238 792)
Cession	23		
	24	(376 414)	(1 393 540)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	113 514 539	107 758 543
Remboursement de la dette à long terme	26 (	88 793 632)(	94 450 562)
Variation nette des emprunts temporaires	27	(15 223 486)	30 009 830
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(603 175)	(332 926)
Autres			
▪	29.1		
	30	8 894 246	42 984 885
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(7 943 480)	30 581 182
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	32	94 429 125	63 847 943
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	33		
Solde redressé	34	94 429 125	63 847 943

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	35	86 485 645	94 429 125

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Statut de l'organisme municipal

VILLE DE TROIS-RIVIÈRES, personne morale de droit public légalement constituée suivant la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c. O-9) en vertu du décret 851-2001 pris par le gouvernement du Québec le 4 juillet 2001 et qui fut publié aux pages 4850 et suivantes de la Partie 2 de l'édition du 12 juillet 2001 de la Gazette officielle du Québec (133e année, no 28A), ayant son siège au 1325 de la place de l'Hôtel-de-Ville, C.P. 368, à Trois-Rivières (Québec), G9A 5H3; succède aux droits, charges et obligations des anciennes Villes de Cap-de-la-Madeleine, Sainte-Marthe-du-Cap, Saint-Louis-de-France, Trois-Rivières et Trois-Rivières-Ouest et de l'ancienne Municipalité de Pointe-du-Lac en vertu du premier alinéa de l'article 91 de ce décret.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction des Finances est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après, « les états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable ainsi que la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne du partenariat auquel elle participe.

Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la Ville de Trois-Rivières comprend les organismes périmunicipaux suivants dans les proportions indiquées :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Société de transport de Trois-Rivières	100 %
Corporation de développement culturel de Trois-Rivières	100 %
Corporation pour le développement de l'île St-Quentin	100 %
Innovation et développement économique Trois-Rivières	100 %
Fondation Trois-Rivières Durable	100 %
Corporation des événements de Trois-Rivières inc.	100 %

b) Partenariats

La Ville participe au partenariat suivant dans la proportion indiquée:

Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie	54 %
--	------

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Ville sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires ayant une échéance de trois mois ou moins.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état consolidé des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte.

L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

D) Passifs**Provision pour contestations d'évaluation**

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Passif au titre d'assainissement des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées au passif au poste Assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

Passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est comptabilisé lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique obligeant la Ville à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Le passif comprend les coûts directement attribuables aux activités de mise hors service de l'immobilisation corporelle, y compris les activités au titre du fonctionnement, de l'entretien et de la surveillance après la mise hors service.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Lors de la comptabilisation initiale d'un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle, la Ville comptabilise un coût de mise hors service en augmentation du coût de l'immobilisation corporelle en cause du même montant que le passif. Le coût de mise hors service est ainsi comptabilisé en charges sur la durée de vie de l'immobilisation corporelle en cause, conformément à la méthode et à la durée d'amortissement de cette immobilisation.

Le passif est révisé annuellement à partir de la meilleure information disponible à la date des états financiers. Lorsque l'immobilisation corporelle en cause fait l'objet d'un usage productif, la variation annuelle est constatée aux résultats de l'exercice lorsqu'elle résulte de l'écoulement du temps ou en ajustement du coût de l'immobilisation corporelle en cause lorsqu'elle résulte d'une révision de l'échéancier, du montant des flux de trésorerie non actualisés estimatifs ou d'une révision du taux d'actualisation. Toute modification apportée à l'évaluation des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle ne faisant plus l'objet d'un usage productif est comptabilisée en tant que charges dans la période où elle survient.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, la Ville est tenue de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel*, de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou que la démolition du bâtiment sera autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers, sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice, et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, incluant les coûts de transaction et les coûts de mise hors service d'immobilisations, le cas échéant.

Les immobilisations corporelles acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à la juste valeur au moment de l'acquisition.

L'amortissement des immobilisations corporelles est établi linéairement selon leur durée de vie utile respective, selon les périodes suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Infrastructures (b)	de 10 à 40 ans
Bâtiments (a)	de 5 à 40 ans
Véhicules	de 3 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	de 3 à 15 ans
Machinerie, outillage et équipements	de 3 à 20 ans
Améliorations locatives	15 ans
Autres	de 1 à 5 ans
Cellules d'enfouissement et obligations liées à la mise hors service	selon la durée d'utilisation

(a) Les coûts de mise hors service d'immobilisations corporelles capitalisés dans la catégorie des bâtiments sont amortis sur une période de 10 à 100 ans.

(b) Les coûts de mise hors service d'immobilisations corporelles capitalisés dans la catégorie des infrastructures sont amortis sur une période de 3 à 43 ans.

Les immobilisations corporelles en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment où elles sont utilisées pour la production de biens ou la prestation de services. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Les immobilisations corporelles reçues sous forme d'apport sont comptabilisées selon une estimation de la juste valeur de l'immobilisation corporelle acquise, avec contrepartie aux revenus.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à un tel actif est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût distinct. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

F) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt du rôle de perception initial à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ce rôle.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les revenus de quote-part sont comptabilisés aux résultats selon une formule linéaire appliquée sur la durée de l'entente.

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la créance devient exécutoire.

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé ou au moment où ils sont acquis au titulaire.

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créateurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime de retraite des élus municipaux auquel participe l'organisme municipal est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) offerts par certains organismes contrôlés sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée. Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de l'organisme municipal en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers consolidés.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2025 selon la méthode suivante : valeur liée au marché (valeur lissée de l'actif sur une période de trois années pour le Régime de rentes pour les employés de la Société de transport de Trois-Rivières et valeur lissée de l'actif sur une période de cinq années pour les autres régimes).

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent un emprunt auprès du ministre délégué aux Petites et Moyennes Entreprises, à l'Allégement réglementaire et au Développement économique régional ainsi qu'un emprunt auprès de Fonds locaux de solidarité FTQ (FLS-FTQ). Elles sont amorties au fur et à mesure du remboursement en capital de ces dettes.

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon la durée indiquée ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

- Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au niveau du partenariat dans la Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie (OMHS) :

- Amorties sur la durée de vie restante de l'immobilisation corporelle faisant l'objet d'OMHS.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La Ville comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés. Les coûts de transaction relatifs aux actifs et aux passifs financiers qui seront évalués ultérieurement à la juste valeur sont comptabilisés aux résultats consolidés au cours de l'exercice où ils sont engagés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la Ville sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers), à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif, qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de la juste valeur de ces placements sont comptabilisées à l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce que l'instrument financier soit décomptabilisé.

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Ville détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers, et ce, tant pour les actifs financiers qui sont évalués ultérieurement au coût après amortissement que pour ceux qui sont évalués ultérieurement à la juste valeur. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats et, dans le cas d'un actif financier classé dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur, entraîne l'annulation de toute réévaluation nette présentée dans l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation lorsqu'une dépréciation est comptabilisée.

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

J) Autres éléments

Fonds réservés

La Ville a contracté un emprunt auprès du ministre délégué aux Petites et Moyennes Entreprises, à l'Allègement réglementaire et au Développement économique régional ainsi qu'un emprunt auprès de FLS-FTQ, constitués de prêts octroyés par FLS-FTQ dans le cadre du Fonds local d'investissement (FLI) et du Fonds local de solidarité (FLS). La Ville a affecté les fonds reçus dans des fonds réservés, puisque l'existence du FLI et du FLS est prévue légalement. La Ville utilise ces fonds en les investissant sous forme de prêts à des entrepreneurs, en affectant ces fonds réservés.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	68 429 144	74 681 135
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	18 056 501	19 747 990
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	86 485 645	94 429 125
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	86 485 645	94 429 125
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	63 542 455	53 798 660
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	38 075 420	38 512 020

Note

Les placements à court terme portent intérêt à un taux de 2,82 % (3,82 % au 31 décembre 2024).

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux réserves financières, aux fonds réservés, aux excédents affectés et à certains revenus reportés ainsi qu'au financement non utilisé des investissements en cours.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

5. Débiteurs

		2025	2024
Taxes municipales	9	17 875 349	17 304 618
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	119 390 005	121 467 989
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	23 781 924	23 997 378
Organismes municipaux	13	2 553 962	6 144 643
Autres			
▪ Mutations et contraventions	14.1	10 668 071	8 373 965
▪ Divers	14.2	8 116 246	2 138 992
	15	182 385 557	179 427 585
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	80 338 648	83 635 297
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	80 338 648	83 635 297
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22	7 135 980	5 535 688
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23	500 673	775 941
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24	83 143 795	86 521 113
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25	9 351 631	12 705 662
Ministère de la Culture et des Communications	26	13 057 265	8 264 431
Autres ministères/organismes	27	13 336 641	13 200 842
	28	119 390 005	121 467 989

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1,25 % à 5,73 % (1,21 % à 5,73 % au 31 décembre 2024) et viennent à échéance au plus tard en 2044.

6. Prêts

		2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29		
Prêts à un fonds d'investissement	30	3 021 036	3 500 651
Autres			
Organismes du périmètre	31.1	1 000	1 000
	32	3 022 036	3 501 651
Provision pour moins-value déduite des prêts	33	413 935	515 829

Note

Les prêts FLI portent intérêt à des taux variant de 3,0 % à 11,5 % et viennent à échéance entre janvier 2026 et mars 2031.

Les prêts FLS portent intérêts à des taux variant de 7,5 % à 11,5 % et viennent à échéance entre avril 2026 et décembre 2031.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

7. Placements de portefeuille

		2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	34	242 500	1 301 304
Autres placements	35	300 000	300 000
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	36		
Autres placements	37	11 486 280	9 430 396
	38	12 028 780	11 031 700
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39	8 069 174	7 111 077
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	40		

Note

Concernant la Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie, les placements à long terme sont constitués de fonds communs pour un coût de 7 063 280 \$. Ces placements sont détenus dans la fiducie du fonds de gestion post-fermeture. De plus, un organisme détient des placements en obligations dont le coût s'élève à 3 417 107 \$.

8. Autres actifs financiers

		2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41		
Autres			
▪	42.1		
	43		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville dispose d'un crédit bancaire autorisé de 30 M \$ portant intérêt au taux préférentiel (4,45 % au 31 décembre 2025 et 5,45 % au 31 décembre 2024).

La Ville dispose également d'un autre crédit bancaire autorisé de 30 M\$ portant intérêt au taux préférentiel - 0,75 % (3,7 % au 31 décembre 2025; 4,7 % au 31 décembre 2024).

Les organismes contrôlés disposent de crédits bancaires pour un montant total autorisé de 8,55 M\$ portant intérêt entre 4,45 % et 8,70 % (5,45 % et 9,7 % au 31 décembre 2024).

10. Crédoeurs et charges à payer

		2025	2024
Fournisseurs	44	16 575 628	16 430 029
Salaires et avantages sociaux	45	30 911 734	31 845 343
Dépôts et retenues de garantie	46	2 525 279	4 264 213
Provision pour contestations d'évaluation	47	103 000	200 000
Autres			
▪ Fournisseurs - immobilisations	48.1	10 784 877	13 732 421
▪ Retenues - immobilisations	48.2	9 187 966	10 787 837
▪ Intérêts courus sur la dette	48.3	3 017 788	2 783 072
▪ Ville de Trois-Rivières - autres	48.4	4 222 633	3 995 912
▪ Organismes du périmètre	48.5	1 573 139	1 821 798
	49	78 902 044	85 860 625

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Note**11. Revenus reportés**

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50	783 784	465 473
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52		
Accès entreprise Québec	53		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		3 507 733
Autres			
▪ Autres transferts - Ville	55.1	4 199 053	22 017 641
▪ Autres transferts - organismes	55.2	780 582	1 698 764
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56	1 256 735	1 424 041
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57	2 460 870	1 334 883
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Ville de Trois-Rivières	62.1	7 286 704	6 092 509
▪ Organismes du périmètre	62.2	10 949 963	7 302 930
	63	27 717 691	43 843 974

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2025	2024
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,90	5,83	2026	2049	64	475 118 637	450 739 810
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises			2026	2031	66	10 532 219	10 532 219
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres	3,50	4,00	2028	2028	69	3 443 330	3 101 249
					70	489 094 186	464 373 278
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(3 755 700)	(3 152 525)
					72	485 338 486	461 220 753

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2026	73	58 705 124		3 262 566	61 967 690
2027	74	54 022 348		460 002	54 482 350
2028	75	38 680 504		1 554 053	40 234 557
2029	76	33 682 547		154 588	33 837 135
2030	77	30 087 065		7 406 941	37 494 006
2031 et plus	78	259 941 049		1 137 399	261 078 448
	79	475 118 637		13 975 549	489 094 186
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	()
	81	475 118 637		13 975 549	489 094 186

Note

Les versements estimatifs pour la Ville de Trois-Rivières incluent les projections de refinancement. Les versements estimatifs des organismes contrôlés incluent les refinancements dans l'année où ils surviennent. Le refinancement des dettes à long terme des organismes contrôlés se fera selon les échéances suivantes :

2026 :	1 991 651\$
2027 :	3 091 700 \$
2028 :	1 374 730 \$
2029 :	4 022 979 \$
2030 :	1 222 308 \$
2031 et + :	2 152 440\$

13. Avantages sociaux futurs

	2025	2024
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	8 475 000
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	(9 554 000)
	84	(1 079 000)
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	11 082 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	104 000
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	853 717
Régimes de retraite des élus municipaux	89	253 158
	90	12 188 875

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

14. Autres passifs

		2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91	156 991	153 162
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	36 512 786	36 474 877
Autres			
▪	93.1		
	94	36 669 777	36 628 039
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	36 474 877	36 034 990
Passifs engagés	96		2 060 505
Passifs réglés	97	(173 429)	(499 132)
Charge de désactualisation ¹	98	799 087	777 161
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	(587 749)	(1 898 647)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	36 512 786	36 474 877

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note**Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations - Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie**

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de l'organisme municipal concernent principalement les frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement.

Conformément aux exigences précisées aux décrets adoptés par le gouvernement du Québec, la Régie s'est engagée à mettre en oeuvre un programme de surveillance des eaux de lixiviation pour la période de gestion d'après-fermeture des sites d'enfouissement. La durée estimative de la période au cours de laquelle il sera nécessaire de poursuivre les activités d'après-fermeture est de 30 ans.

Pour le site de Champlain, la Régie s'est engagée à constituer sous forme de fiducie des garanties financières ayant pour but de couvrir les coûts afférents à la gestion d'après-fermeture du lieu d'enfouissement autorisé. Elle doit verser au patrimoine fiduciaire, durant la période d'exploitation des cotisations annuelles en fonction de l'enfouissement. De plus, à la fin de chaque période de cinq années d'exploitation, la valeur totale des contributions à verser au patrimoine fiduciaire ainsi que le montant de la contribution à verser pour chaque mètre cube de déchets (après compactage) enfouis doivent faire l'objet d'une réévaluation et, le cas échéant, d'ajustement.

Principales hypothèses utilisées

Les principales hypothèses utilisées pour l'obligation relatives aux frais d'après fermeture sont les suivantes :

Taux d'actualisation, incluant l'inflation	2 %
Période d'actualisation	6,25 à 21 ans
Taux d'inflation	2 %

Les principales hypothèses utilisées pour l'obligation relatives aux frais de fermeture sont les suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Taux d'actualisation, incluant l'inflation	4,2 %
Période d'actualisation	1,3 ans
Taux d'inflation	10 %

Les coûts estimés avant actualisation pour réaliser les activités de mise hors service au 31 décembre 2025 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 30 227 513 \$ (30 984 115 \$ au 31 décembre 2024).

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations - Ville de Trois-Rivières

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Ville concernent principalement le désamiantage de ses bâtiments. Les autres obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont notamment relatives au démantèlement de réservoirs contenant des produits pétroliers, à la décontamination de terrains et à des ententes et baux pour lesquels il y a des obligations de mises jours services prévues à la fin du bail ou au terme de l'entente.

Principales hypothèses utilisées

Le désamiantage des bâtiments dont l'échéancier des travaux est inconnu représente 69 % du passif total relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Les principales hypothèses utilisées pour cette obligation sont les suivantes :

Taux d'actualisation, incluant l'inflation	3,5 %
Période d'actualisation (a)	60 à 100 ans
Taux d'inflation	2,5 %

(a) La période d'actualisation présentée tient compte de la durée estimative des travaux de mise hors service d'immobilisations, qui s'échelonne en général sur une période d'un an.

Les coûts estimés pour réaliser les travaux de mise hors service d'immobilisations au 31 décembre 2025 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 22 893 495 \$ (22 335 117 \$ au 31 décembre 2024).

De plus, la Ville détient quatre bâtiments patrimoniaux pour lesquels aucune obligation liée à la mise hors service d'immobilisations corporelles n'est comptabilisée à l'égard du désamiantage de ces bâtiments.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Passif au titre de l'assainissement des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif relatif aux coûts liés à la réhabilitation des sites contaminés dont elle a la responsabilité ou dont il est probable qu'elle aura la responsabilité, dans la mesure où ces coûts peuvent être estimés.

Au 31 décembre 2025, un montant de 156 991 \$ est comptabilisé à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés. La Ville utilise principalement la méthode de la valeur actualisée nette pour estimer le montant du passif : les charges estimatives totales non actualisées totalisent 156 991 \$ et n'ont pas été actualisées au 31 décembre 2025 puisque la majeure partie des travaux sera effectuée au cours de l'année 2026.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	385 989 091	5 208 186		391 197 277
Eaux usées	102	450 603 457	7 614 829		458 218 286
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	465 677 155	11 868 923		477 546 078
Autres					
▪ Parc, éclairage et autres	104.1	252 305 542	7 523 840	221 701	259 607 681
▪ Sites d'enfouissement	104.2	62 427 952	974 475	74 149	63 328 278
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	407 450 125	14 798 345	(2 342)	422 250 812
Améliorations locatives	107	1 141 133		344 265	796 868
Véhicules	108	78 565 630	6 258 475	2 200 574	82 623 531
Ameublement et équipement de bureau	109	49 571 940	3 504 696	566 446	52 510 190
Machinerie, outillage et équipement divers	110	45 626 286	2 825 141	1 206 308	47 245 119
Terrains	111	40 803 619	1 584 881	1 559 106	40 829 394
Autres	112	11 689 428	137 893		11 827 321
	113	2 251 851 358	62 299 684	6 170 207	2 307 980 835
Immobilisations en cours	114	49 763 355	32 215 722	24	81 979 053
	115	2 301 614 713	94 515 406	6 170 231	2 389 959 888
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	142 828 855	10 154 685		152 983 540
Eaux usées	117	227 164 838	11 074 366		238 239 204
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	254 136 688	17 463 356		271 600 044
Autres					
▪ Parc, éclairage et autres	119.1	138 784 560	8 983 546	146 322	147 621 784
▪ Sites d'enfouissement	119.2	31 579 426	3 291 440	1 887	34 868 979
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	133 888 161	10 172 735	(1)	144 060 897
Améliorations locatives	122	1 081 746	18 043	368 054	731 735
Véhicules	123	43 212 552	5 053 418	2 115 107	46 150 863
Ameublement et équipement de bureau	124	35 058 082	3 789 330	530 121	38 317 291
Machinerie, outillage et équipement divers	125	30 424 420	2 843 745	1 129 604	32 138 561
Autres	126	10 618 683	446 334		11 065 017
	127	1 048 778 011	73 290 998	4 291 094	1 117 777 915
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	1 252 836 702			1 272 181 973
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Note**16. Propriétés destinées à la revente**

		2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132	2 620 614	3 446 552
Immeubles industriels municipaux	133	10 961 817	10 296 843
Autres	134	351 238	355 738
	135	13 933 669	14 099 133
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	13 933 669	14 099 133

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2025	2024
Frais payés d'avance			
▪ Ville de Trois-Rivières	143.1	4 221 221	3 335 838
Autres			
▪ Ville de Trois-Rivières	144.1	153 814	193 937
▪ Organismes du périmètre	144.2	2 475 085	1 108 290
	145	6 850 120	4 638 065

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats, la Ville, les organismes contrôlés et le partenariat auquel elle participe se sont engagés pour les années futures pour une somme globale de 124 M \$. Ces engagements concernent principalement l'enfouissement, la cueillette et le transport des ordures, des matières recyclables et des matières organiques, le déneigement, le transport en commun, les raccordements d'égouts et d'eau potable, la location d'installations sportives, la fourniture et la livraison de carburant, la gestion du développement économique et touristique, l'application du règlement de garde d'animaux, la surveillance des bâtiments municipaux, ainsi que l'exploitation de site de neige usée. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville et les organismes contrôlés devront prévoir pour les prochains exercices financiers les sommes suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

(en millions de dollars)

Année	Ville de Trois-Rivières	Organismes contrôlés	Transactions inter-entités	Total
2026	93,7	2,7	(49,4)	47
2027	53,4	0,3	(19,7)	34
2028	40,3	0,1	(19,7)	20,7
2029	27,9	0,1	(19,7)	8,3
2030	24,8	-	(19,7)	5,1
suivantes	8,9	-	-	8,9
Total	249	3,2	(128,2)	124

De plus, la Ville a adopté par résolution le versement de subventions au montant total de 49,5 M\$, payable pour les années futures s'étalant de 2026 à 2046.

De ce montant, 24,1 M\$ sont relatifs à une aide afin de permettre l'exploitation d'un centre des congrès rénové, modernisé et agrandi. Les versements mensuels ont débutés en 2018 et vont s'échelonner sur une période de 20 ans.

La Ville s'est également engagée envers l'Office municipal d'habitation de Trois-Rivières à combler 10 % du déficit annuel de cet organisme conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'habitation du Québec, ainsi que de participer aux programmes de supplément au loyer et Accès Logis pour un montant total de 2,5 M\$ en 2026.

20. Droits contractuels

La Ville et les organismes contrôlés possèdent des baux ou ententes ayant des termes jusqu'en 2036. Ces accords concernent principalement la location d'espace, des commandites et la location d'une salle de spectacle. La perception prévue de ces sommes totalise 42,2 M\$ et les revenus pour les prochains exercices sont les suivants :
(en millions de dollars)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Année	Ville de Trois-Rivières	Organismes contrôlés	Transactions inter-entités	Total
2026	2,3	3,8	(0,1)	6,0
2027	2,4	3,0	(0,1)	5,3
2028	2,5	2,8	(0,2)	5,1
2029	2,5	2,5	(0,2)	4,8
2030	2,6	1,7	(0,2)	4,1
suivantes	16,6	1,1	(0,8)	16,9
Total	28,9	14,9	(1,6)	42,2

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2025	2024
Emprunts temporaires			
▪ Festival international de Danse Encore	146.1	95 000	95 000
▪ GP3R inc.	146.2	350 000	350 000
▪ Les Sages Fous	146.3	540 000	
	147	985 000	350 000
Dettes à long terme			
▪ S.P.A.M.	148.1	4 250 000	2 392 525
▪ Les Sages Fous	148.2	10 132 100	9 095 465
▪ Les Sages Fous	148.3	4 000 000	
	149	18 382 100	11 487 990
	150	19 367 100	11 837 990
			12 997 810
			13 442 810

À titre informatif, la Ville cautionne des emprunts contractés par «Innovation et développement économique Trois-Rivières» pour une somme totale de 23,8 M \$ (2024 - 30,1 M \$).

Il est impossible d'évaluer les déboursés nets que la Ville pourrait devoir payer en cas de défaut de ces organismes. Tout paiement net (après réalisation des garanties) que la Ville devra alors effectuer sera passé en charge dans l'exercice alors en cours.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) Auto-assurance

La Ville a comme politique générale de s'assurer contre certains risques. Chaque type d'assurance est assorti d'un montant de franchise propre à chaque risque qui, advenant un sinistre, n'affecterait pas significativement la situation financière de la Ville. En ce qui concerne la responsabilité civile, la Ville détient une assurance dont la franchise est de 1 000 000 \$ par année de contrat d'assurance.

Une réserve financière d'auto-assurance est donc disponible afin d'acquitter certains frais en matière de responsabilité civile. La réserve est destinée exclusivement aux paiements relatifs à des indemnités, aux intérêts produits par ces indemnités, aux paiements d'honoraires professionnels ainsi qu'aux paiements des dépenses et autres frais extrajudiciaires, le cas échéant.

C) Poursuites

Au 31 décembre 2025, les poursuites contre la Ville s'élèvent à 6 600 000 \$. Pour faire face à ces réclamations, la Ville a un excédent affecté aux éventualités de 3 001 182 \$ et a, de plus, une réserve de 1 498 236 \$ à titre d'auto-assurance. La Ville s'oppose à ces réclamations et n'est pas en mesure de procéder à une estimation raisonnable de la perte éventuelle. L'issue de ces litiges étant indéterminable, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin, soit l'excédent affecté aux éventualités et la réserve d'auto-assurance. Si ces sources de financement sont insuffisantes, la Ville pourrait utiliser toute autre affectation provenant soit du budget de fonctionnement annuel, d'un autre excédent affecté, de l'excédent non affecté ou d'un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

La Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie est partie à des litiges et à des réclamations dans le cours normal de ses affaires. La direction est d'avis que tout règlement éventuel n'aurait pas d'effet important sur la situation financière de la Régie.

D) Autres**Griefs**

La Ville fait également face à divers griefs. S'il y a lieu, les coûts encourus pour ceux-ci sont inscrits en charge l'année du dénouement.

Contestations d'évaluation

Des contribuables résidentiels et non résidentiels ont contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites au rôle pour les exercices 2022 à 2025. Actuellement, il est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la Ville pourrait subir au cours des prochains exercices.

Une provision pour l'ensemble des contestations d'évaluation au montant de 103 000 \$ a été inscrite à l'état consolidé de la situation financière pour pourvoir aux pertes potentielles.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Advenant des jugements défavorables pour la Ville concernant ces litiges, les pertes seraient portées en diminution de la provision et, si celle-ci s'avérait insuffisante, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice alors en cours.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

Au cours de l'exercice, des immobilisations corporelles d'un montant de 10 398 752 \$ (7 450 169 \$ au 31 décembre 2024) ont été acquises par donation ou pour une valeur symbolique. Le coût de ces immobilisations corporelles a été évalué à la juste valeur à la date de l'apport.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'organisme municipal et des budgets adoptés par les organismes contrôlés et partenaires, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

26. Instruments financiers

Politique de gestion des risques

La Ville est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Ville.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la Ville est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir, et aux prêts. La Ville juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important, puisque ceux-ci jouissent d'une excellente réputation sur les marchés financiers. La Ville a également jugé que le risque afférent aux prêts consentis dans le cadre du Fonds local d'investissement et du Fonds local de solidarité n'est pas important, puisque les dettes correspondantes feront l'objet d'une radiation d'un montant équivalent à celui des créances irrécouvrables, le cas échéant. Afin de réduire son risque de crédit, la Ville analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la Ville représente son exposition maximale au risque de crédit.

La chronologie des actifs financiers, déduction faite de la provision pour créances douteuses au 31 décembre, se détaille comme suit :

	2025	2024
	\$	\$
Actifs financiers en souffrance		
Moins de un an	19 695 629 \$	20 565 399 \$
Entre un an et deux ans	5 820 386 \$	6 209 388 \$
Entre deux et trois ans	1 753 433 \$	1 094 766 \$
Plus de trois ans	6 316 426 \$	5 564 108 \$
Sous-total	33 585 874 \$	33 433 661 \$
Moins : provision pour créances douteuses	(7 135 980 \$)	(5 535 688 \$)
Total	26 449 894 \$	27 897 973 \$

La variation de la provision pour créances douteuses de l'exercice s'explique comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
	\$	\$
Solde au début	5 535 688 \$	5 321 598 \$
Perte de valeur comptabilisée aux résultats consolidés	1 938 804 \$	1 021 538 \$
Montants radiés	(338 139 \$)	(803 075 \$)
Montants recouvrés	(373 \$)	(4 373 \$)
Solde à la fin	7 135 980 \$	5 535 688 \$

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les dettes à long terme, les débiteurs et les prêts. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires.

La Ville n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2024) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent de l'exercice ni sur les gains de réévaluation nets (pertes de réévaluation nettes) de l'exercice.

Les placements en fonds communs de placement exposent indirectement la Ville au risque de taux d'intérêt.

Risque de prix autre

Le risque de prix autre est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change), que ces variations soient causées par des facteurs propres à l'instrument en cause ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché.

La Ville est exposée au risque de prix autre en raison des fonds communs de placement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible du cours de ces titres de 10 % (10 % au 31 décembre 2024) est considérée comme une base adéquate pour estimer l'incidence éventuelle qu'un changement raisonnablement possible des risques de marché pourrait avoir sur l'excédent (le déficit) de l'exercice et sur les gains de réévaluation nets (pertes de réévaluation nettes) de l'exercice à la date des états financiers. Si le cours publié des fonds communs de placement avait augmenté ou diminué de ce pourcentage, l'incidence sur les états financiers au 31 décembre 2025 n'aurait pas été significative.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la Ville est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La Ville est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la Ville dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La Ville établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris les versements d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créditeurs et charges à payer, à l'exception des retenues à la source et de certaines charges sociales à payer	75 240 837 \$	-	-	-
Emprunts temporaires	15 004 181 \$	-	-	-
Dettes à long terme	68 082 142 \$	116 904 104 \$	101 448 630 \$	340 886 498 \$
Autres passifs financiers	-	-	-	-
Total	158 327 160 \$	116 904 104 \$	101 448 630 \$	340 886 498 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Hierarchie des évaluations à la juste valeur

Les placements de portefeuille évalués à la juste valeur sont regroupés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. Cette hiérarchie classe les placements de portefeuille évalués à la juste valeur en trois niveaux selon l'importance des données utilisées pour l'évaluation de la juste valeur de ceux-ci. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

- Niveau 1 : prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs financiers identiques;
- Niveau 2 : données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif concerné soit directement (à savoir des prix), soit indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 : données relatives à l'actif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables).

Le niveau de hiérarchie au sein duquel les actifs financiers ont été classés est déterminé d'après le niveau des données le plus bas qui sera significatif pour l'évaluation de la juste valeur.

Les placements de portefeuille évalués à la juste valeur sont tous inclus dans le niveau 1 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. La juste valeur des fonds communs de placement est déterminée à partir du cours publié à la date de clôture, tandis que celle des obligations est déterminée en fonction des cours acheteurs de clôture.

27. Renseignements complémentaires au flux de trésorerie

Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 7 308 591 \$ (9 500 438 \$ en 2024).

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 16 259 963 \$ (14 799 918\$ en 2024).

28. Fonds de roulement

La ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 6M \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximale de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

29. Incertitude relative à la mesure

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service d'immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation. Par ailleurs, l'obligation de disposer de manière sécuritaire de l'amiante dans les bâtiments est sujette à une incertitude relative à la mesure en raison des limites inhérentes à l'évaluation des quantités d'amiante qui y sont contenues ainsi que de l'échéancier des travaux qui est inconnu lorsqu'aucun plan de mise hors service des bâtiments n'est prévu.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	264 051 752	275 356 283	276 215 518			275 281 909
Compensations tenant lieu de taxes	2	19 549 343	20 825 874	20 637 830			20 302 592
Quotes-parts	3					34 659 441	1 704 689
Transferts	4	23 020 823	21 675 724	38 476 028		17 747 773	54 887 985
Services rendus	5	31 469 378	28 154 881	30 992 611		49 368 430	51 550 207
Imposition de droits	6	14 714 506	15 295 000	23 325 069			23 324 614
Amendes et pénalités	7	5 724 882	6 002 000	7 436 864		973	7 437 837
Revenus de placements de portefeuille	8	5 101 038	4 183 480	3 347 825		463 305	3 811 130
Autres revenus d'intérêts	9	2 798 623	2 450 000	2 654 087		1 019 071	3 673 158
Autres revenus							
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	10						
Autres	11	1 359 620	2 134 141	4 283 114		6 506 525	10 784 989
Effet net des opérations de restructuration	12						
	13	367 789 965	376 077 383	407 368 946		109 765 518	452 759 110
Investissement							
Taxes	14	34 780		24 289			24 289
Quotes-parts	15						
Transferts	16	39 633 424	47 695 198	18 445 197		5 719 430	24 164 627
Imposition de droits	17	993 265		1 000 000			1 000 000
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	18	7 450 169	18 000 000	10 398 752			10 398 752
Autres	19	1 115 567	500 000	1 336 674		485 833	1 822 507
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20					98 181	98 181
Effet net des opérations de restructuration	21						
	22	49 227 205	66 195 198	31 204 912		6 303 444	37 508 356
	23	417 017 170	442 272 581	438 573 858		116 068 962	490 267 466

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus	24	417 017 170	442 272 581	438 573 858		116 068 962	490 267 466
Charges							
Administration générale	25	44 118 256	48 527 277	47 726 231	2 788 198		50 509 560
Sécurité publique	26	62 069 062	65 249 879	64 770 832	2 565 606		67 333 171
Transport	27	57 733 393	62 638 052	60 024 624	23 723 118	30 045 467	98 608 999
Hygiène du milieu	28	55 419 877	60 580 749	62 586 680	21 545 893	26 383 603	90 926 579
Santé et bien-être	29	7 429 444	6 037 860	24 721 362			24 720 985
Aménagement, urbanisme et développement	30	22 875 407	22 566 973	24 044 891	1 528 696	11 980 454	29 189 068
Loisirs et culture	31	60 085 089	62 804 642	61 286 507	10 721 822	25 679 062	76 459 330
Réseau d'électricité	32						
Frais de financement	33	13 183 884	15 209 539	15 204 722		3 366 263	18 570 985
Effet net des opérations de restructuration	34						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	35	57 846 205	57 970 891	62 873 333 (	62 873 333)		
	36	380 760 617	401 585 862	423 239 182		97 454 849	456 318 677
Excédent (déficit) lié aux activités	37	36 256 553	40 686 719	15 334 676		18 614 113	33 948 789

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024	Budget 2025	Réalizations 2025		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	36 256 553	40 686 719	15 334 676	18 614 113	33 948 789
Moins : revenus d'investissement	2 (	49 227 205)	66 195 198)	31 204 912)	6 303 444)	37 508 356)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(12 970 652)	(25 508 479)	(15 870 236)	12 310 669	(3 559 567)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	57 846 205	57 970 891	62 873 333	10 417 665	73 290 998
Produit de cession	5	1 476 982	1 560 000	1 039 250	2 143 632	3 182 882
(Gain) perte sur cession	6	2 523	(1 560 000)	(844 884)	(458 863)	(1 303 747)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	59 325 710	57 970 891	63 067 699	12 102 434	75 170 133
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	24 032		1 937 063		1 937 063
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	24 032		1 937 063		1 937 063
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	1 647 552		1 762 826	929 078	2 691 904
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			129 726		129 726
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	178 490		(13 210)		(13 210)
	15	1 826 042		1 879 342	929 078	2 808 420
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	410 000		275 000	1 934	276 934
Remboursement de la dette à long terme	17 (	37 320 196)	37 658 549)	38 116 714)	5 999 155)	44 115 869)
	18	(36 910 196)	(37 658 549)	(37 841 714)	(5 997 221)	(43 838 935)
Affectations						
Activités d'investissement	19 (	4 138 663)	200 000)	3 304 717)	3 775 892)	7 080 609)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	59 027	1 500 000	200 000		200 000
Excédent de fonctionnement affecté	21	8 318 737	5 876 125	7 717 837	89 100	7 806 937
Réserves financières et fonds réservés	22	(3 873 485)	(1 979 988)	(3 043 208)		(3 043 208)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				(2 085 282)	(2 085 282)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	365 616	5 196 137	1 569 912	(5 772 074)	(4 202 162)
	26	24 631 204	25 508 479	30 612 302	1 262 217	31 874 519
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	11 660 552		14 742 066	13 572 886	28 314 952

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	Réalizations 2024		Réalizations 2025		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	49 227 205	31 204 912	6 303 444	37 508 356
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	1 384 333)(	3 231 376)(	)	3 231 376)
Sécurité publique	3 (	2 425 651)(	4 688 755)(	)	4 688 755)
Transport	4 (	44 396 449)(	23 415 607)(	6 623 225)(	30 038 832)
Hygiène du milieu	5 (	34 882 189)(	20 120 074)(	5 328 019)(	25 448 093)
Santé et bien-être	6 ())))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	9 027 618)(	3 280 621)(	1 966 750)(	5 247 371)
Loisirs et culture	8 (	12 228 358)(	25 491 360)(	369 619)(	25 860 979)
Réseau d'électricité	9 ())))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())))
	11 (	104 344 598)(	80 227 793)(	14 287 613)(	94 515 406)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	679 753)(	1 771 599)(	)	1 771 599)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	963 000)(	1 270 000)(	98 181)(	1 368 181)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	52 156 000	69 442 300	2 124 328	71 566 628
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	4 138 663	3 304 717	3 775 892	7 080 609
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	648 503	51 000	7 502 530	7 553 530
Excédent de fonctionnement affecté	17	381 638	1 039 605		1 039 605
Réserves financières et fonds réservés	18	3 564 279	3 748 315		3 748 315
	19	8 733 083	8 143 637	11 278 422	19 422 059
	20	(45 098 268)	(5 683 455)	(983 044)	(6 666 499)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	4 128 937	25 521 457	5 320 400	30 841 857

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024		2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	63 006 950	49 878 410	36 607 235	86 485 645
Débiteurs (note 5)	2	160 447 760	160 032 291	28 040 640	182 385 557
Prêts (note 6)	3	3 500 651	3 021 036	1 000	3 022 036
Placements de portefeuille (note 7)	4	129 726		12 028 780	12 028 780
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5			956 800	956 800
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		279 000		279 000
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	227 085 087	213 210 737	77 634 455	285 157 818
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10	30 000 000	15 000 000	4 181	15 004 181
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	75 807 402	68 979 033	15 610 385	78 902 044
Revenus reportés (note 11)	12	31 334 547	15 987 146	11 730 545	27 717 691
Dettes à long terme (note 12)	13	386 578 217	415 648 918	69 689 568	485 338 486
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	3 020 000		1 358 000	1 358 000
Autres passifs (note 14)	15	11 781 102	12 191 909	24 477 868	36 669 777
	16	538 521 268	527 807 006	122 870 547	644 990 179
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(311 436 181)	(314 596 269)	(45 236 092)	(359 832 361)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	1 103 346 407	1 120 506 501	151 675 472	1 272 181 973
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	13 873 193	13 707 729	225 940	13 933 669
Stocks de fournitures	20	4 294 163	4 949 037	1 248 537	6 197 574
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	3 529 775	4 375 035	2 475 085	6 850 120
	23	1 125 043 538	1 143 538 302	155 625 034	1 299 163 336
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	12 993 425	16 690 801	19 480 218	36 171 019
Excédent de fonctionnement affecté	25	23 127 869	21 246 718	9 668 992	30 915 710
Réserves financières et fonds réservés	26	20 521 868	24 263 175	413 481	24 676 656
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(8 301 515) (	8 981 184) (	12 233 094) (	21 214 278)
Financement des investissements en cours	28	(53 101 224)	(28 108 782)	3 162 724	(24 946 058)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	818 366 934	803 831 305	88 890 728	892 722 033
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30			1 005 893	1 005 893
	31	813 607 357	828 942 033	110 388 942	939 330 975
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			174 376	158 051
Autre	2	117 939 959	114 747 764	144 772 060	135 037 747
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			36 492	34 283
Autres	4	27 665 748	25 798 951	33 799 528	31 544 753
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5			62 097	54 233
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	36 495 512	36 279 615	1 044 162	980 030
Autres biens et services	8	100 183 136	98 818 964	141 341 104	132 855 814
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	12 329 320	12 202 609	12 202 609	10 418 713
D'autres organismes municipaux	10			2 592 701	2 738 379
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	2 655 219	2 648 916	2 743 664	2 632 044
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	225 000	353 197	1 032 011	794 516
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	27 487 018	27 487 033		
Transferts	15	1 363 373	1 436 208	379 753	322 566
Autres	16			146 585	197 692
Autres					
Transferts	17	16 530 686	36 334 442	36 334 442	20 045 893
Autres	18			1 088 488	1 655 955
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	57 970 891	62 873 333	73 290 998	67 129 075
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Administration municipale	21.1	410 000	3 851 172	3 851 172	2 500 650
Organismes du périmètre	21.2			627 348	1 620 359
Charge de désactualisation des OMHS	21.3	330 000	406 978	799 087	777 161
	22	401 585 862	423 239 182	456 318 677	411 497 914

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	123 057	159 929
Autres revenus	3	275 852	350 412
	4	398 909	510 341
Charges			
Créances douteuses sur prêts et placements de portefeuille			
Radiation	5	86 856	222 283
Variation de la provision pour moins-value	6	(96 624)	(63 394)
Autres créances douteuses	7		
	8	(9 768)	158 889
Autres charges	9		
	10	(9 768)	158 889
Excédent (déficit) de l'exercice	11	408 677	351 452
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	9 001 499	7 954 847
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14	101 337	145 595
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	2 225 285	2 915 626
Provision pour moins-value	16	(406 722)	(503 346)
	17	1 818 563	2 412 280
	18	10 921 399	10 512 722
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19		
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21	10 532 219	10 532 219
	22	10 532 219	10 532 219
Solde du Fonds local d'investissement	23	389 180	(19 497)
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	24	8 791 499	7 954 847
Supportant les engagements de prêts	25	210 000	
Supportant les garanties de prêts	26		
	27	9 001 499	7 954 847

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Les prêts FLI portent intérêt à des taux variant de 3,0 % à 11,5 % et viennent à échéance entre janvier 2026 et décembre 2031. Les remboursements prévus au cours des 5 prochaines années sont :

2026 : 965 844 \$

2027 : 351 710 \$

2028 : 403 819 \$

2029 : 252 849 \$

2030 : 194 056 \$

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La provision pour prêts douteux représente 13 009 \$ pour le FLI régulier et 393 713 \$ pour l'Aide d'urgence aux PME. La valeur comptable des prêts dépréciés totalise 1 500 927 \$ pour le FLI régulier et 317 636 \$ pour l'Aide d'urgence aux PME.

Aucun prêt n'a été radié en 2025 pour le FLI régulier.

Six prêts ont été radiés en 2025 pour un montant total de 85 044 \$ pour l'Aide d'urgence aux PME.

Note sur la dette à long terme

La dette à long terme est constituée d'un prêt du gouvernement du Québec sans intérêt et sans remboursement avant le 1er juin 2026 pour le FLI régulier et le 1er mars 2030 pour l'Aide d'urgence aux PME.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

La Ville s'est engagée envers 2 entreprises pour un montant de 210 000 \$ au 31 décembre 2025.

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

S.O.

Note sur les autres revenus et les autres charges

Le poste des autres revenus correspond aux intérêts générés par le fonds pour l'année 2025 ainsi que les revenus de transfert pour les frais de gestion et pardons de prêts liés aux prêts pour l'Aide d'urgence aux PME.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	92 119	63 793
Autres revenus	3	7 531	7 105
	4	99 650	70 898
Charges			
Créances douteuses sur prêts			
Radiation	5	1 828	92 036
Variation de la provision pour moins-value	6	(5 270)	(72 436)
Autres créances douteuses	7		
	8	(3 442)	19 600
Intérêts sur la dette à long terme	9	34 440	19 375
Autres charges	10		
	11	30 998	38 975
Excédent (déficit) de l'exercice	12	68 652	31 923
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	308 781	75 482
Placements de portefeuille	14		
Débiteurs	15	21 423	20 762
Prêts aux entreprises	16	1 209 686	1 100 855
Provision pour moins-value	17	(7 213)	(12 483)
	18	1 202 473	1 088 372
	19	1 532 677	1 184 616
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	20	10 284	5 875
Revenus reportés	21		
Dette à long terme	22	1 110 000	835 000
	23	1 120 284	840 875
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	24	412 393	343 741
Excédent (déficit) non affecté	25		
	26	412 393	343 741
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	27	153 781	50 482
Supportant les engagements de prêts	28	155 000	25 000
	29	308 781	75 482

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Les prêts FLS portent intérêts à des taux variant de 7,5 % à 11,5 % et viennent à échéance entre avril 2026 et décembre 2031. Les remboursements prévus au cours des 5 prochaines années sont :

2026 : 225 013 \$

2027 : 228 925 \$

2028 : 268 217 \$

2029 : 252 778 \$

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

2030 : 195 168 \$

La provision pour prêts douteux représente 7 213 \$. La valeur comptable des prêts dépréciés totalise 1 202 473 \$.

Aucun prêt n'a été radié en 2025.

Note sur la dette à long terme

Emprunt aux taux de 2 % à 4 %, intérêts payables trimestriellement et sans modalité de remboursement définie.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

La Ville s'est engagée envers 2 entreprises pour un montant de 155 000 \$ au 31 décembre 2025.

Note sur les autres revenus et les autres charges

Le poste des autres revenus correspond aux intérêts générés par le fonds pour l'année 2025.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	36 171 019	28 855 037
Excédent de fonctionnement affecté	2	30 915 710	30 434 214
Réserves financières et fonds réservés	3	24 676 656	20 934 344
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	21 214 278)(	22 927 521)
Financement des investissements en cours	5	(24 946 058)	(55 257 901)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	892 722 033	902 338 120
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	1 005 893	650 146
	8	939 330 975	905 026 439
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	16 690 801	12 993 425
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	19 480 218	15 861 612
	11	36 171 019	28 855 037
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Remboursement de la dette	12.1	3 952 903	4 739 927
▪ Programmes de rénovation	12.2	2 946 002	3 092 853
▪ Étangs aérés	12.3	3 139 716	4 764 225
▪ Litiges et éventualités	12.4	3 001 182	3 427 364
▪ Jeux du Québec	12.5		950 000
▪ Risques d'opération	12.6	3 602 697	2 704 797
▪ Achats de bacs - 3e voie	12.7	421 774	514 677
▪ Affecté au budget	12.8	1 500 000	1 500 000
▪ Budget collaboratif des élus	12.9	905 589	614 790
▪ programme d'aide - égouts	12.10	227 900	231 200
▪ Infrastructures sportives	12.11	580 500	281 200
▪ Projet Relais	12.12	580 500	281 200
▪ Opérations	12.13	380 000	
▪ Autres	12.14	7 955	25 636
	13	21 246 718	23 127 869
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ C.E.T.R	14.1	2 600 000	1 108 980
▪ C.D.C.T.R	14.2	2 030 000	1 839 292
▪ Autres	14.3	5 038 992	4 358 073
	15	9 668 992	7 306 345
	16	30 915 710	30 434 214

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
Service de l'eau	17	
Autres		
▪ Auto-assurance	18.1	1 498 236
▪ Environnement	18.2	1 679 848
▪ Parc portuaire	18.3	1 200 940
▪ Logement abordable	18.4	2 007 272
▪ Sécurité routière	18.5	1 050 397
▪ Développement social	18.6	418 541
▪ Développement économique	18.7	488 585
▪ Développement de logement social	18.8	5 482 565
	19	13 826 384
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
Service de l'eau	20	
Autres		
▪	21.1	
	22	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	23	503 896
Organismes contrôlés et partenariats	24	535 771
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	25	173 637
Organismes contrôlés et partenariats	26	413 481
Montant non réservé		
Administration municipale	27	
Organismes contrôlés et partenariats	28	
Fonds local d'investissement	29	9 102 836
Fonds local de solidarité	30	319 920
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31	336 502
Autres		
▪ Administration municipale	32.1	
	33	10 850 272
	34	24 676 656
		10 371 415
		20 934 344

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 ()	()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 ()	()
Autres	39 ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 ()	()
	41 ()	()
Assainissement des sites contaminés	42 ()	()
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	43 (10 820 596)	(12 922 452)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 ()	()
Autres		
▪	45.1 ()	()
	46 (10 820 596)	(12 922 452)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	47 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	48 ()	()
Autres		
▪	49.1 ()	()
	50 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ		
Frais d'émission de la dette à long terme	51 ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	52 ()	()
Autres	53 (11 642 219)	(11 367 219)
▪ Administration municipale	54.1 (360 001)	(434 947)
▪ Organismes du périmètre	54.2 (1 412 498)	(1 703 554)
	55 (13 414 718)	(13 505 720)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	56	57
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	58	59
Autres		
▪	60.1	
	61	62
	3 021 036	3 500 651
	21 214 278	22 927 521

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	63 7 778 834	3 279 530
Investissements à financer	64 (32 724 892)(	58 537 431)
	65 (24 946 058)	(55 257 901)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66 1 272 181 973	1 252 836 702
Propriétés destinées à la revente	67 13 933 669	14 099 133
Prêts	68 3 022 036	3 501 651
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69 242 500	1 301 304
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70 956 800	858 619
	71 1 290 336 978	1 272 597 409
Ajustements aux éléments d'actif	72 (3 021 036)	(3 500 651)
	73 1 287 315 942	1 269 096 758
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 (485 338 486)(	461 220 753)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 (3 755 700)(	3 152 525)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 80 338 648	83 635 297
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 14 161 762	13 979 476
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78	
	79 (394 593 776)(	366 758 505)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80 (133)(	133)
	81 (394 593 909)(	366 758 638)
	82 892 722 033	902 338 120

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	3
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Trois-Rivières parraine deux régimes de retraite à prestations déterminées, soit le Régime de retraite des cadres, des cols blancs, des cols bleus et des pompiers de la Ville de Trois-Rivières et le Régime de retraite des policiers et pompiers de la Ville de Trois-Rivières. De plus, la Société de transport de Trois-Rivières parraine un régime de retraite à prestations déterminées qui doit également être consolidé aux états financiers de la Ville de Trois-Rivières, soit le Régime de rentes pour les employés de la Société de transport de Trois-Rivières. Ces régimes de retraite sont contributifs et prévoient des prestations basées sur le salaire de chaque année durant la participation active ou sur la moyenne des salaires à la retraite.

La dernière évaluation actuarielle pour le Régime de rentes pour les employés de la Société de transport de Trois-Rivières a été réalisée au 31 décembre 2024. La dernière évaluation actuarielle pour le Régime de retraite des cadres, des cols blancs, des cols bleus et des pompiers de la Ville de Trois-Rivières a été réalisée au 31 décembre 2024. La dernière évaluation actuarielle pour le Régime de retraite des policiers et pompiers de la Ville de Trois-Rivières a été réalisée au 31 décembre 2022.

La Ville de Trois-Rivières parraine également un régime supplémentaire de retraite à prestations déterminées, soit le Régime supplémentaire de retraite des cadres. Ce régime de retraite a pour principal objectif de compléter la rente payable aux cadres et cadres supérieurs de la Ville qui verront leur rente de retraite plafonnée en raison des limites imposées par la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada quant aux prestations maximales payables par un régime de pension agréé. Ce régime est non contributif et n'est pas capitalisé. La dernière évaluation actuarielle a été réalisée au 31 décembre 2024.

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 6 700 000	4 053 000
Charge de l'exercice	4 (11 082 000)	(9 562 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 12 857 000	12 209 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 8 475 000	6 700 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 523 524 000	499 480 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (527 436 000)	(502 406 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (3 912 000)	(2 926 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 12 387 000	9 626 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 8 475 000	6 700 000
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 8 475 000	6 700 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	31 676 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	35 588 000)(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	3 912 000)(
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	20 508 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	1 099 000
Cotisations salariales des employés	20	21 607 000
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	21 (	11 382 000)(
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	22 ()
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	23	10 225 000
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	24	1 067 000
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	25	(299 000)
Variation de la provision pour moins-value	26	
Autres	27	
▪	28	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	29.1	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	30	10 993 000
Rendement espéré des actifs	31	9 655 000
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	32 (	30 457 000)(
Charge de l'exercice	33	89 000
	34	(93 000)
	35	11 082 000
	36	9 562 000
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	22 899 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (	30 457 000)(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	(7 558 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	(9 522 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	41	4 029 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	42	23 094 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	22 256 000
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	44	524 519 000
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8	45	488 596 000
Pour la réserve de restructuration	46	712 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	47	752 000
DMERCA du nouveau volet (en années)	48	19 958 000
DMERCA de l'ancien volet (en années)	49	22 147 000
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	50	69 092 000
	51	62 793 000
	52	16
	53	17
	54	10
	55	11
	56	29
	57	29

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	6,16 %	6,07 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	6,08 %	6,06 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	2,84 %	2,85 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	2,07 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Ville de Trois-Rivières offre à ses retraités et futurs retraités des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective) de type prestations déterminées. Le Régime comprend de l'assurance vie et de l'assurance soins de santé. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2024.

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (9 780 000)	(9 904 000)
Charge de l'exercice	56 ()	(104 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 226 000	228 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (9 554 000)	(9 780 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (5 535 000)	(5 314 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (5 535 000)	(5 314 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (4 019 000)	(4 466 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (9 554 000)	(9 780 000)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (9 554 000)	(9 780 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (5 535 000)	(5 314 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (5 535 000)	(5 314 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 328 000	354 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 328 000	354 000
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75 328 000	354 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 (517 000)	(446 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82 (189 000)	(92 000)
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83 189 000	196 000
Rendement espéré des actifs	84 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85 189 000	196 000
Charge de l'exercice	86	104 000
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 ()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90 70 000	1 066 000
Prestations versées au cours de l'exercice	91 226 000	228 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96 3,70 %	3,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98 2,71 %	2,71 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100 5,55 %	5,70 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 4,25 %	4,25 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102 2040	2040
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	
	110	

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____ 7

Description des régimes et autres renseignements

Certains organismes contrôlés participent à des régimes de retraite simplifiés et cotisent à des REER collectifs. Ces participations et ces REER sont à cotisations déterminées, ce qui signifie que la responsabilité de ceux-ci se limite au montant qu'ils y versent. Ce montant correspond à un pourcentage du salaire des employés participants.

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	516 603
REER	114	138 335
Autres régimes	115	198 779
	116	853 717
		782 356

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2025	2024
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	14
		14

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2025	2024
Cotisations des élus au RREM	118	44 912	41 856
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	151 351	111 121
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	101 807	132 327
	121	253 158	243 448

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	228 095 444	228 387 428	227 518 070
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8	11 631 806	11 472 724	11 408 473
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	239 727 250	239 860 152	238 926 543
				228 417 493
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	15 175 349	15 489 465	15 489 465
Égout	13	14 154 192	14 349 238	14 349 238
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	330 258	333 207	333 207
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16			
Autres				
▪ Insectes piqueurs	17.1	1 153 647	1 187 003	1 187 003
Centres d'urgence 9-1-1	18	850 000	991 310	991 310
Service de la dette	19	3 685 587	3 696 541	3 696 541
Pouvoir général de taxation	20			
Activités de fonctionnement	21			
Activités d'investissement	22		24 289	24 289
	23	35 349 033	36 071 053	36 071 053
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	24			
Autres	25	280 000	308 602	308 602
	26	280 000	308 602	308 602
	27	35 629 033	36 379 655	36 379 655
	28	275 356 283	276 239 807	275 306 198
				263 272 213

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	29	73 343	73 316	70 588
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	30	2 015 999	2 109 324	2 265 604
Compensations pour les terres publiques	31	1 834	1 834	2 391
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	5 281 222	5 279 304	5 043 100
Cégeps et universités	33	5 906 061	5 843 055	5 565 147
Écoles primaires et secondaires	34	5 190 045	5 188 160	4 928 590
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	35			
	36	18 468 504	18 494 993	17 875 420
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	37	1 429 223	1 217 261	970 724
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40	1 429 223	1 217 261	970 724
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	41	318 705	318 705	
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
	43	318 705	318 705	
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	44			
Autres	45	609 442	606 871	590 338
	46	609 442	606 871	402 443
	47	20 825 874	20 637 830	19 248 587

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	48			40 000
Sécurité publique				
Police	49		125 270	203 932
Sécurité incendie				
Premiers répondants	50			
Autres	51	15 731	15 731	16 177
Sécurité civile	52			26 372
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	282 884	319 246	249 543
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56	5 861	5 889	164 317
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57		5 653 363	4 715 929
Transport adapté	58		1 482 396	1 262 782
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61	58 244	60 961	46 305
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64	76 897	286 476	294 430
Réseau de distribution de l'eau potable	65	743 369	637 524	656 282
Traitement des eaux usées	66	29 160	34 593	30 204
Réseaux d'égout	67	382 028	414 295	417 107
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70	1 300 000	1 653 532	1 143 505
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73	2 292	2 292	2 321
Protection de l'environnement	74		120 546	2 308
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	76			
Autres	77			
Sécurité du revenu	78			
Autres	79	2 238 996	17 909 581	17 909 581
				3 730 651
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	80		15 583	15 583
Rénovation urbaine	81	1 319 652	639 197	639 197
Promotion et développement économique	82	1 684 536	1 509 536	2 222 636
Autres	83	27 772	968 211	977 455
				1 223 692
Loisirs et culture				
Activités récréatives	84	663 520	808 247	821 453
Activités culturelles				
Bibliothèques	85	761 043	816 882	816 882
Autres	86	1 211 980	1 260 822	1 560 063
				1 896 642
Réseau d'électricité	87			
	88	10 803 965	27 604 414	35 774 964
				20 244 672

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	89	100 000		
Sécurité publique				
Police	90	75 000	22 944	51 304
Sécurité incendie				
Premiers répondants	91			
Autres	92			
Sécurité civile	93			
Autres	94			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	95	8 082 717	3 057 194	12 210 684
Enlèvement de la neige	96			
Autres	97	2 000	326 748	1 094 976
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	98		5 577 544	6 246 033
Transport adapté	99			
Transport scolaire	100			
Autres	101			
Transport aérien	102	3 152 500	1 465 563	8 172 282
Transport par eau	103			
Autres	104			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105	96 000		
Réseau de distribution de l'eau potable	106	3 323 612	723 060	9 557 392
Traitement des eaux usées	107		(55 310)	337 154
Réseaux d'égout	108	15 483 869	1 238 209	4 573 947
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	109			91 392
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	110			
Tri et conditionnement	111			
Autres	112			
Autres	113			
Cours d'eau	114	6 000 000		
Protection de l'environnement	115		18 244	
Autres	116			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	117			
Autres	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123		60 000	2 031 161
Autres	124	350 000		
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	1 212 000	1 003 797	1 067 439
Activités culturelles				
Bibliothèques	126		303 794	12 462
Autres	127	9 817 500	10 359 198	1 308 541
Réseau d'électricité	128			
	129	47 695 198	18 445 197	24 164 627
			24 164 627	46 736 758

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131	616 453	616 308	2 882 179
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134		5 299 532	4 206 274
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	136		2 908 421	2 678 852
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	137	10 255 306	10 255 306	7 287 761
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	138			
Autres	139		33 454	325 174
	140	10 871 759	10 871 614	17 380 240
TOTAL DES TRANSFERTS	141	69 370 922	79 052 612	84 361 670

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142	35 000	113 292	112 214
Évaluation	143			
Autres	144			
	145	35 000	113 292	112 214
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	147			
Autres	148	25 000	47 536	93 545
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	25 000	47 536	93 545
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154		9 041	9 041
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157		9 041	9 041
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158			
Réseau de distribution de l'eau potable	159	24 000	28 510	26 437
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162		1 363 139	1 407 814
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163		32 939	209 055
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	24 000	28 510	1 424 588
			1 424 588	1 643 306

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	171			
Autres	172			
Autres	173			
		174		
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	175			
Rénovation urbaine	176			
Promotion et développement économique	177			
Autres	178			
		179		
Loisirs et culture				
Activités récréatives	180	70 000		68 788
Activités culturelles				
Bibliothèques	181			
Autres	182			
		183	70 000	68 788
Réseau d'électricité	184			
	185	154 000	198 379	1 594 457
			1 594 457	1 917 853

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	186	500	868	731
Évaluation	187	36 500	96 972	5 212
Autres	188	2 176 221	1 627 236	1 083 355
	189	2 213 221	1 725 076	1 089 298
Sécurité publique				
Police	190	2 046 750	2 266 383	2 160 971
Sécurité incendie				
Premiers répondants	191			
Autres	192	467 500	385 557	367 592
Sécurité civile	193			
Autres	194	245 000	456 932	336 802
	195	2 759 250	3 108 872	2 865 365
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	196			
Enlèvement de la neige	197	400 000	471 654	239 756
Autres	198	1 309 400	1 358 869	1 317 455
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	199		4 568 730	4 446 646
Transport adapté	200		251 900	237 872
Transport scolaire	201		1 061 649	1 003 414
Autres	202	3 218 000	3 117 307	2 399 812
Autres	203	20 000	17 962	3 968
	204	4 947 400	4 965 792	9 648 923
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	205			
Réseau de distribution de l'eau potable	206	1 017 051	2 570 490	2 182 281
Traitement des eaux usées	207	750 000	596 971	613 470
Réseaux d'égout	208	458 425	177 451	202 984
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	209		3 762 268	4 015 143
Matières recyclables	210	346 000	1 021 602	1 011 625
Autres	211		26 280	26 700
Cours d'eau	212			
Protection de l'environnement	213		19 948	15 173
Autres	214		65 429	11 882
	215	2 571 476	3 344 912	8 079 258

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	216	268 000	18 288	18 288
Autres	217			539 122
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220	268 000	18 288	18 288
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221	453 900	566 891	566 891
Rénovation urbaine	222	173 850	256 075	256 075
Promotion et développement économique	223		233 908	5 045 131
Autres	224			3 648 303
	225	627 750	1 056 874	5 868 097
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	2 502 750	3 412 548	3 619 238
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	75 000	115 070	115 070
Autres	228	12 036 034	13 046 800	16 647 815
	229	14 613 784	16 574 418	20 382 123
Réseau d'électricité	230			
	231	28 000 881	30 794 232	49 955 750
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	28 154 881	30 992 611	51 550 207
				48 231 764
				50 149 617

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	3 230 000	3 656 914	3 656 679
Droits de mutation immobilière	234	12 065 000	19 668 155	19 667 935
Droits sur les carrières et sablières	235		1 000 000	1 000 000
Autres	236			993 265
	237	15 295 000	24 325 069	24 324 614
AMENDES ET PÉNALITÉS	238	6 002 000	7 436 864	7 437 837
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	239	4 183 480	3 347 825	3 811 130
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	240	2 450 000	2 654 087	3 673 158
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241	1 610 000	844 884	1 303 747
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243		2 842 230	2 842 230
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244		(129 726)	(6 784)
Contributions des promoteurs	245	18 000 000	10 398 752	10 398 752
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	248			
Autres	249		1 074 696	3 972 032
Redevances réglementaires	250			797 429
Autres	251	524 141	987 704	4 496 271
	252	20 134 141	16 018 540	23 006 248
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	253			15 641 333

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	3 264 527	3 059 189	32 639	3 091 828	3 091 828	2 864 512
Greffe et application de la loi	2	7 912 135	8 344 550	119 950	8 464 500	8 464 500	7 317 387
Gestion financière et administrative	3	23 713 949	23 085 475	2 544 094	25 629 569	25 627 937	24 331 422
Évaluation	4	3 730 435	3 371 102	22 498	3 393 600	3 393 600	3 522 190
Gestion du personnel	5	6 685 496	6 154 928	25 470	6 180 398	6 177 161	5 536 634
Autres							
▪ Autres	6.1	3 220 735	3 710 987	43 547	3 754 534	3 754 534	3 268 927
	7	48 527 277	47 726 231	2 788 198	50 514 429	50 509 560	46 841 072
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	41 975 272	41 949 158	854 812	42 803 970	42 803 462	41 675 788
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	19 823 358	19 443 877	1 705 794	21 149 671	21 146 912	19 693 951
Sécurité civile	11	646 855	479 606	3 237	482 843	482 843	590 374
Autres	12	2 804 394	2 898 191	1 763	2 899 954	2 899 954	2 706 814
	13	65 249 879	64 770 832	2 565 606	67 336 438	67 333 171	64 666 927
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	10 009 175	10 123 055	18 396 654	28 519 709	28 519 709	27 278 572
Enlèvement de la neige	15	24 129 401	22 835 798	596 900	23 432 698	23 432 698	22 281 206
Éclairage des rues	16	1 572 090	1 496 097	1 608 668	3 104 765	3 104 765	3 130 625
Circulation et stationnement	17	3 952 618	3 585 474	1 320 189	4 905 663	4 905 663	4 730 904
Transport collectif							
Transport en commun	18	13 675 500	13 690 500	21 853	13 712 353	28 466 439	24 928 564
Transport aérien	19	4 676 634	4 373 801	1 310 901	5 684 702	5 791 873	4 887 448
Transport par eau	20						
Autres	21	4 622 634	3 919 899	467 953	4 387 852	4 387 852	4 340 434
	22	62 638 052	60 024 624	23 723 118	83 747 742	98 608 999	91 577 753

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	10 640 575	9 448 215	2 596 652	12 044 867	11 706 476
Réseau de distribution de l'eau potable	24	5 318 711	5 087 683	7 185 362	12 273 045	9 993 325
Traitement des eaux usées	25	3 869 554	7 526 596	3 182 913	10 709 509	4 830 553
Réseaux d'égout	26	10 488 943	10 721 258	8 321 797	19 043 055	18 505 638
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	5 147 763	4 717 284	88 205	4 805 489	4 975 313
Élimination	28	6 375 836	6 354 725		6 354 725	8 342 645
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	2 696 835	2 514 635	39 164	2 553 799	3 616 002
Tri et conditionnement	30	1 932 784	1 932 783		1 932 783	2 864 219
Matières organiques						
Collecte et transport	31	8 859 402	8 431 994		8 431 994	7 474 726
Traitement	32	1 030 712	1 029 205		1 029 205	1 128 242
Matériaux secs	33	290 365	423 515		423 515	410 528
Autres	34					3 680 326
Plan de gestion						
Autres	36					1 648 393
Cours d'eau	37	324 774	281 897	95 214	377 111	387 036
Protection de l'environnement	38	2 854 495	3 339 281	33 242	3 372 523	3 086 228
Autres	39	750 000	777 609	3 344	780 953	861 338
	40	60 580 749	62 586 680	21 545 893	84 132 573	82 717 242
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	2 155 190	21 161 621		21 161 621	4 997 790
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44	3 882 670	3 559 741		3 559 741	2 431 654
	45	6 037 860	24 721 362		24 721 362	7 429 444

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	7 245 753	6 738 533	422 163	7 160 696	7 160 696	6 791 227
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47	1 444 023	1 214 682	317 172	1 531 854	1 527 354	1 361 372
Autres biens	48	3 233 000	2 941 453	559 658	3 501 111	3 501 111	5 104 959
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	7 174 334	7 225 769	199 639	7 425 408	10 787 743	10 163 791
Tourisme	50	3 429 863	3 761 999		3 761 999	4 017 704	3 631 040
Autres	51	40 000	43 829		43 829	43 829	42 412
Autres	52		2 118 626	30 064	2 148 690	2 150 631	235 228
	53	22 566 973	24 044 891	1 528 696	25 573 587	29 189 068	27 330 029
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	3 462 420	3 271 757	461 086	3 732 843	3 732 843	3 148 869
Patinoires intérieures et extérieures	55	8 697 230	8 450 988	1 883 484	10 334 472	9 784 636	8 691 527
Piscines, plages et ports de plaisance	56	2 557 613	2 483 860	257 944	2 741 804	2 741 804	2 233 646
Parcs et terrains de jeux	57	10 772 272	10 531 142	4 144 553	14 675 695	14 848 272	14 058 415
Parcs régionaux	58						
Expositions et foires	59	4 086 717	3 860 001	383 364	4 243 365	4 243 365	4 013 445
Autres	60	866 156	881 370	61 781	943 151	892 929	1 667 541
	61	30 442 408	29 479 118	7 192 212	36 671 330	36 243 849	33 813 443
Activités culturelles							
Centres communautaires	62	9 316 896	7 471 274	200 362	7 671 636	3 725 282	3 092 641
Bibliothèques	63	7 342 176	7 203 577	336 838	7 540 415	7 540 415	6 909 256
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64	1 463 639	1 663 639	568 641	2 232 280	2 232 280	1 686 049
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66	14 239 523	15 468 899	2 423 769	17 892 668	26 717 504	28 850 406
	67	32 362 234	31 807 389	3 529 610	35 336 999	40 215 481	40 538 352
	68	62 804 642	61 286 507	10 721 822	72 008 329	76 459 330	74 351 795

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	13 994 922	13 867 929		13 867 929	16 494 679	14 838 054
Autres frais	71	989 617	983 596		983 596	1 044 295	951 082
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72	135 000	106 000		106 000	278 000	103 000
Autres	73	90 000	247 197		247 197	754 011	691 516
	74	15 209 539	15 204 722		15 204 722	18 570 985	16 583 652
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	57 970 891	62 873 333 (	62 873 333)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus ¹	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	5 432 631	5 432 631	8 735 876
Usines de traitement de l'eau potable	2	775 269	775 269	5 617 137
Usines et bassins d'épuration	3	404 328	435 283	538 627
Conduites d'égout	4	8 968 985	8 968 985	11 279 584
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	22 360	349 288	(1 008 917)
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	11 968 399	11 968 399	21 941 072
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	3 349 596	3 349 596	4 509 142
Aires de stationnement	9	60 485	60 485	417 797
Parcs et terrains de jeux	10	2 510 643	2 510 643	2 997 437
Autres infrastructures	11	7 822 174	9 188 499	19 256 745
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	7 549 293	8 752 745	23 435 169
Édifices communautaires et récréatifs	14	22 380 886	24 761 651	11 125 222
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16		2 390 138	2 693 502
Autres	17	2 608 519	4 079 756	3 131 699
Ameublement et équipement de bureau	18	4 125 639	6 363 167	3 583 628
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 679 849	3 312 874	1 388 048
Terrains	20	482 125	1 695 641	3 821 659
Autres	21	86 612	120 356	140 803
	22	80 227 793	94 515 406	123 604 230

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	2 892 938	2 892 938	6 985 693
Usines de traitement de l'eau potable	2	700 137	700 137	5 518 941
Usines et bassins d'épuration	3	392 670	423 625	538 627
Conduites d'égout	4	2 838 737	2 838 737	7 392 552
Autres infrastructures	5	21 283 822	22 977 075	42 904 098
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6	2 539 693	2 539 693	1 750 183
Usines de traitement de l'eau potable	7	75 132	75 132	98 196
Usines et bassins d'épuration	8	11 658	11 658	
Conduites d'égout	9	6 130 248	6 130 248	3 887 032
Autres infrastructures	10	4 449 835	4 449 835	5 209 178
Autres immobilisations corporelles	11	38 912 923	51 476 328	49 319 730
	12	80 227 793	94 515 406	123 604 230

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	4 739 927	1 197 100	1 984 124	3 952 903
Réserves financières et fonds réservés	3	587 326		6 320	581 006
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	23 587 894	690 100	3 528 596	20 749 398
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	340 455 615	69 681 363	38 306 966	371 830 012
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	369 370 762	71 568 563	43 826 006	397 113 319
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	83 635 297	3 435 800	6 732 449	80 338 648
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	83 635 297	3 435 800	6 732 449	80 338 648
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	83 635 297	3 435 800	6 732 449	80 338 648
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16	3 247 280	(318 717)		2 928 563
Autres	17	8 119 939	593 717		8 713 656
	18	95 002 516	3 710 800	6 732 449	91 980 867
	19	464 373 278	75 279 363	50 558 455	489 094 186
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	464 373 278	75 279 363	50 558 455	489 094 186

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration municipale			
Dette à long terme	1	419 200 543	389 483 239
Ajouter			
Activités d'investissement à financer	2	31 283 435	55 547 722
Activités de fonctionnement à financer	3		
Dette en cours de refinancement	4		
Autres			
▪	5.1		
Déduire			
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme			
Excédent accumulé			
Fonds d'amortissement	6		
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	4 126 540	4 919 884
Débiteurs	8	76 130 419	78 303 565
Autres montants	9	11 647 498	11 390 447
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	955 868	102 376
Autres			
▪ Fonds d'infrastructures	11.1	222 303	30 623
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	357 401 350	350 284 066
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats			
Endettement net à long terme	13	65 708 736	71 307 628
Endettement net à long terme	14	423 110 086	421 591 694
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes			
Municipalité régionale de comté	15		
Communauté métropolitaine	16		
Autres organismes	17		
Endettement total net à long terme	18	423 110 086	421 591 694
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20		
	21		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	423 110 086	421 591 694
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24		
Endettement total net à long terme lié au programme <i>ÉcoÉnergie 360</i> (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	25		

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Administration générale				
Grefe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	13 675 500	13 675 500	
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	13 811 518	13 811 533	
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	27 487 018	27 487 033	

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Rémunération	1	3 082 393	2 555 006
Charges sociales	2	630 300	549 570
Biens et services	3	75 734 251	100 418 504
Frais de financement	4	780 849	821 518
Autres	5		
	6	80 227 793	104 344 598

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération (dollars)	Charges sociales (dollars)	Total ¹ (dollars)
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	211,00	35,00	405 693,00	29 114 398	5 814 245	34 928 643
Professionnels	2	114,00	35,00	210 711,00	10 945 675	2 604 553	13 550 228
Cols blancs	3	373,00	35,00	709 557,00	25 636 128	5 689 864	31 325 992
Cols bleus	4	225,00	40,00	492 156,00	17 260 592	3 576 217	20 836 809
Policiers	5	191,00	37,80	403 996,00	25 401 722	6 421 055	31 822 777
Pompiers	6	102,00	40,00	212 243,00	8 094 679	1 968 000	10 062 679
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	1 216,00		2 434 356,00	116 453 194	26 073 934	142 527 128
Élus	9	15,00			1 376 963	355 317	1 732 280
	10	1 231,00			117 830 157	26 429 251	144 259 408

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	286 476				286 476
Réseau de distribution de l'eau potable	3	637 524	694 518	28 542		1 360 584
Traitement des eaux usées	4	34 593	(55 310)			(20 717)
Réseaux d'égout	5	414 295	595 745	642 464		1 652 504
Autres	6	37 069 765	9 185 333	7 387 280		53 642 378
	7	38 442 653	10 420 286	8 058 286		56 921 225

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2	1 187	852
Autres	3	719 484	579 813
	4	720 671	580 665
Sécurité publique			
Police	5	113 894	69 106
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	235 930	259 601
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	349 824	328 707
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	3 381 489	3 355 297
Enlèvement de la neige	12	132 605	125 519
Autres	13	492 236	464 759
Transport collectif	14	249 658	178 948
Autres	15	66 108	65 106
	16	4 322 096	4 189 629
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	262 910	313 135
Réseau de distribution de l'eau potable	18	2 537 009	1 771 496
Traitement des eaux usées	19	149 894	136 479
Réseaux d'égout	20	2 615 703	2 328 468
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21	5 650	4 014
Matières recyclables	22	5 650	4 014
Autres	23		
Cours d'eau	24	26 599	22 448
Protection de l'environnement	25	30	50
Autres	26		
	27	5 603 445	4 580 104
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28	288	386
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32	288	386
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	1 100	1 410
Rénovation urbaine	34	226 268	220 682
Promotion et développement économique	35	320 662	117 144
Autres	36	27 910	38 037
	37	575 940	377 273
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	3 085 652	2 598 700
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	56 230	70 412
Autres	40	490 576	458 008
	41	3 632 458	3 127 120
Réseau d'électricité			
	42		
	43	15 204 722	13 183 884

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Aubin, Jean-François	1.1	Maire	14 005	1 363	721
Lamarche, Jean	1.2	Maire	158 298	18 527	
Alberne-Lahaie, Pascale	1.3	Conseiller	49 347	18 527	
Auclair, Geneviève	1.4	Conseiller	49 347	18 527	
Bélisle, François	1.5	Conseiller	53 790	20 195	
Bellemare, Maryse	1.6	Conseiller	53 790	20 195	
Bradley, Jonathan	1.7	Conseiller	49 347	18 527	
Carpentier, Dany	1.8	Conseiller	49 347	18 527	
Cournoyer, Daniel	1.9	Conseiller	37 477	18 527	11 870
Daigle, Guy	1.10	Conseiller	4 591	1 724	
Dober, Richard W	1.11	Conseiller	49 347	18 527	
Fortin, Pierre-Luc	1.12	Conseiller	52 708	20 195	1 082
Girard, Jean-Denis	1.13	Conseiller	4 591	1 724	
Groulx, Gabrielle	1.14	Conseiller	4 591	1 724	
Héroux, Vincent	1.15	Conseiller	4 591	1 724	
Lachance, Édith	1.16	Conseiller	4 591	1 724	
Lafontaine, Alain	1.17	Conseiller	49 347	18 527	
Lasnier, Jean-François	1.18	Conseiller	4 591	1 724	
Martin, René	1.19	Conseiller	53 790	20 195	
Montreuil, Pierre	1.20	Conseiller	49 347	18 527	
Piché, Pierre	1.21	Conseiller	4 591	1 724	
Provencher, Annie	1.22	Conseiller	4 591	1 724	
Roy, Sabrina	1.23	Conseiller	53 790	20 195	
Sabourin, Nancy	1.24	Conseiller	4 591	1 724	
Tremblay, Luc	1.25	Conseiller	49 347	18 527	
	2		913 743	303 124	13 673

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (exemples : MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

<i>Non audité</i>	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	6 000 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025	3	832 694 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	26 633 \$
Ligne 3 : Autres revenus	7	195 407 \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	85 044 \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	(85 982) \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	\$
Ligne 9 : Autres charges	11	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	6 693 315 \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	\$
Ligne 14 : Débiteurs	14	70 649 \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	711 350 \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	393 714 \$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	17	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	7 194 329 \$
Ligne 24 : Libres	20	6 693 315 \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	9 753 742 \$
Constatés au cours de l'exercice	24	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	9 753 742 \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	44		\$
Constatés au cours de l'exercice	45		\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	46		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- | | | | |
|--|----|-------------------------------------|-------------------------------------|
| a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. | 47 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 | 48 | | 652 886 \$ |
| | | | |
| b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. | 49 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2025 | 50 | | 4 660 127 \$ |
| | | | |
| c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). | 51 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 | 52 | | \$ |
| Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement : | | | |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

53

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

54 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

55

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

56 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- f) le pouvoir d'imposer une taxe sur l'immatriculation aux fins du financement de dépenses en matière de transport collectif en vertu de l'article 488.0.1 LCV.

57

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

58 _____ \$

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

59

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

60

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

61

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

62 _____ 287 016 \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

64 _____ 1 182 709 \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

Règlement 2016 chapitre 165 pour l'entièreté du montant

- c) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

65

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

66 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.6 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?
- 67
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 68 830 140 \$
- b) autres formes d'aide 69 _____ \$
10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?
- 70
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 71 _____ \$
11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?
- 72
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?
- 73
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2025 74 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2025
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2025 75 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2025 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 76 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 77 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 78 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 79 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 80 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 81 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 82 _____ \$
 - Systèmes de drainage 83 _____ \$
 - Abords de routes 84 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 85 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 86 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 87 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 88 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

- e) Pour les municipalités dont la population est de moins de 6 500 habitants, si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 85 et 87), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2025 (ligne 76), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

89 _____

b) Date d'adoption de la résolution

90 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

91

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

92 C-2021-0465

b) Date d'adoption de la résolution

93 2021-03-16

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

94 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

95 10

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|-----|---------|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 96 | _____ 9 |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 97 | _____ 1 |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 98 | _____ |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 99 | _____ |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 100 | _____ |

Normes relatives à l'enregistrement des chiens auprès de la municipalité

- | | | |
|--|-----|--------------|
| h) Nombre total de chiens, peu importe le poids et le potentiel de dangerosité (art. 16) | 101 | _____ 11 800 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg (art. 16) | 102 | _____ |
| j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux (art. 16) | 103 | _____ 7 |

Règlement

- | | | |
|--|-----|--|
| k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? | 104 | <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> |
|--|-----|--|

Les questions 16 et 17 s'appliquent aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI** **NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 **Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.**

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 **La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.**

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 **Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.****Informations additionnelles**

Nom du directeur général

9 François Vaillancourt

Adresse courriel du directeur général

10 fvaillancourt@v3r.net

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2026-05-19

Nom du signataire : Nathalie Bohémier

Fonction du signataire : greffière

Date de transmission au Ministère : 2026-05-27

Date et heure de la dernière modification : 2026-05-27 11:37

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024	Budget 2025	Réalizations 2025		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	367 789 965	376 077 383	407 368 946	109 765 518	452 759 110
Investissement	2	49 227 205	66 195 198	31 204 912	6 303 444	37 508 356
	3	417 017 170	442 272 581	438 573 858	116 068 962	490 267 466
Charges	4	380 760 617	401 585 862	423 239 182	97 454 849	456 318 677
Excédent (déficit) lié aux activités	5	36 256 553	40 686 719	15 334 676	18 614 113	33 948 789
Moins : revenus d'investissement	6 (	49 227 205)(	66 195 198)(	31 204 912)(	6 303 444)(	37 508 356)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(12 970 652)	(25 508 479)	(15 870 236)	12 310 669	(3 559 567)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	57 846 205	57 970 891	62 873 333	10 417 665	73 290 998
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	410 000		275 000	1 934	276 934
Remboursement de la dette à long terme	10 (	37 320 196)(	37 658 549)(	38 116 714)(	5 999 155)(	44 115 869)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	4 138 663)(	200 000)(	3 304 717)(	3 775 892)(	7 080 609)
Excédent (déficit) accumulé	12	4 504 279	5 396 137	4 874 629	(1 996 182)	2 878 447
Autres éléments de conciliation	13	3 329 579		4 010 771	2 613 847	6 624 618
	14	24 631 204	25 508 479	30 612 302	1 262 217	31 874 519
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	11 660 552		14 742 066	13 572 886	28 314 952

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024	2025		2024
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	63 006 950	49 878 410	86 485 645	94 429 125
Débiteurs	2	160 447 760	160 032 291	182 385 557	179 427 585
Prêts	3	3 500 651	3 021 036	3 022 036	3 501 651
Placements de portefeuille	4	129 726		12 028 780	11 031 700
Autres	5		279 000	1 235 800	858 619
	6	227 085 087	213 210 737	285 157 818	289 248 680
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7				
Emprunts temporaires	8	30 000 000	15 000 000	15 004 181	30 227 667
Créditeurs et charges à payer	9	75 807 402	68 979 033	78 902 044	85 860 625
Revenus reportés	10	31 334 547	15 987 146	27 717 691	43 843 974
Dette à long terme	11	386 578 217	415 648 918	485 338 486	461 220 753
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	3 020 000		1 358 000	3 080 000
Autres	13	11 781 102	12 191 909	36 669 777	36 628 039
	14	538 521 268	527 807 006	644 990 179	660 861 058
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(311 436 181)	(314 596 269)	(359 832 361)	(371 612 378)
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	16	1 103 346 407	1 120 506 501	1 272 181 973	1 252 836 702
Autres	17	21 697 131	23 031 801	26 981 363	23 802 115
	18	1 125 043 538	1 143 538 302	1 299 163 336	1 276 638 817
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	12 993 425	16 690 801	36 171 019	28 855 037
Excédent de fonctionnement affecté	20	23 127 869	21 246 718	30 915 710	30 434 214
Réserves financières et fonds réservés	21	20 521 868	24 263 175	24 676 656	20 934 344
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	8 301 515)(	8 981 184)(	21 214 278)(	22 927 521)
Financement des investissements en cours	23	(53 101 224)	(28 108 782)	(24 946 058)	(55 257 901)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	818 366 934	803 831 305	892 722 033	902 338 120
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			1 005 893	650 146
	26	813 607 357	828 942 033	939 330 975	905 026 439

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DE FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Remboursement de la dette	1.1	3 952 903	4 739 927
▪ Programmes de rénovation	1.2	2 946 002	3 092 853
▪ Étangs aérés	1.3	3 139 716	4 764 225
▪ Litiges et éventualités	1.4	3 001 182	3 427 364
▪ Jeux du Québec	1.5		950 000
▪ Risques d'opération	1.6	3 602 697	2 704 797
▪ Achats de bacs - 3e voie	1.7	421 774	514 677
▪ Affecté au budget	1.8	1 500 000	1 500 000
▪ Budget collaboratif des élus	1.9	905 589	614 790
▪ programme d'aide - égouts	1.10	227 900	231 200
▪ Infrastructures sportives	1.11	580 500	281 200
▪ Projet Relais	1.12	580 500	281 200
▪ Opérations	1.13	380 000	
▪ Autres	1.14	7 955	25 636
	2	21 246 718	23 127 869
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	9 668 992	7 306 345
	4	30 915 710	30 434 214
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
Service de l'eau	5		
Autres			
▪ Auto-assurance	6.1	1 498 236	1 906 786
▪ Environnement	6.2	1 679 848	1 546 071
▪ Parc portuaire	6.3	1 200 940	1 162 847
▪ Logement abordable	6.4	2 007 272	1 548 534
▪ Sécurité routière	6.5	1 050 397	1 006 299
▪ Développement social	6.6	418 541	194 707
▪ Développement économique	6.7	488 585	360 135
▪ Développement de logement social	6.8	5 482 565	2 837 550
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	7		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	8	503 896	535 771
Organismes contrôlés et partenariats	9		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	10	173 637	179 957
Organismes contrôlés et partenariats	11	413 481	412 476
Fonds local d'investissement	12	9 102 836	8 100 442
Fonds local de solidarité	13	319 920	90 369
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	14	336 502	1 052 400
Autres			
▪ Administration municipale	15.1		
	16	24 676 656	20 934 344
	17	55 592 366	51 368 558

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DE FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.
Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	357 401 350	350 284 066
Endettement net à long terme (compte tenu de l'agglomération, s'il y a lieu)	2	423 110 086	421 591 694

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025 Total consolidé	2024 Total consolidé
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	4 533 909	5 327 253
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	371 830 012	340 455 615
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	20 749 398	23 587 894
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	80 338 648	83 635 297
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	11 642 219	11 367 219
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	10		
	11	489 094 186	464 373 278

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024 Administration municipale	Budget 2025 Administration municipale	Réalizations 2025 Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	264 051 752	275 356 283	276 215 518	275 281 909
Compensations tenant lieu de taxes	13	19 549 343	20 825 874	20 637 830	20 302 592
Quotes-parts	14				1 704 689
Transferts	15	23 020 823	21 675 724	38 476 028	54 887 985
Services rendus	16	31 469 378	28 154 881	30 992 611	51 550 207
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	25 540 426	25 480 480	34 109 758	34 573 581
Autres	18	4 158 243	4 584 141	6 937 201	14 458 147
	19	367 789 965	376 077 383	407 368 946	452 759 110
Investissement					
Taxes	20	34 780		24 289	24 289
Quotes-parts	21				
Transferts	22	39 633 424	47 695 198	18 445 197	24 164 627
Autres	23	9 559 001	18 500 000	12 735 426	13 319 440
	24	49 227 205	66 195 198	31 204 912	37 508 356
	25	417 017 170	442 272 581	438 573 858	490 267 466

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
Administration générale	1	48 527 277	47 726 231	2 788 198	50 514 429	50 509 560	46 841 072
Sécurité publique							
Police	2	41 975 272	41 949 158	854 812	42 803 970	42 803 462	41 675 788
Sécurité incendie	3	19 823 358	19 443 877	1 705 794	21 149 671	21 146 912	19 693 951
Autres	4	3 451 249	3 377 797	5 000	3 382 797	3 382 797	3 297 188
Transport							
Réseau routier	5	39 663 284	38 040 424	21 922 411	59 962 835	59 962 835	57 421 307
Transport collectif	6	18 352 134	18 064 301	1 332 754	19 397 055	34 258 312	29 816 012
Autres	7	4 622 634	3 919 899	467 953	4 387 852	4 387 852	4 340 434
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	30 317 783	32 783 752	21 286 724	54 070 476	54 056 601	45 035 992
Matières résiduelles	9	26 333 697	25 404 141	127 369	25 531 510	32 149 448	33 346 648
Autres	10	3 929 269	4 398 787	131 800	4 530 587	4 720 530	4 334 602
Santé et bien-être	11	6 037 860	24 721 362		24 721 362	24 720 985	7 429 444
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	7 245 753	6 738 533	422 163	7 160 696	7 160 696	6 791 227
Promotion et développement économique	13	10 644 197	11 031 597	199 639	11 231 236	14 849 276	13 837 243
Autres	14	4 677 023	6 274 761	906 894	7 181 655	7 179 096	6 701 559
Loisirs et culture	15	62 804 642	61 286 507	10 721 822	72 008 329	76 459 330	74 351 795
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	15 209 539	15 204 722		15 204 722	18 570 985	16 583 652
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	343 614 971	360 365 849	62 873 333	423 239 182	456 318 677	411 497 914
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	57 970 891	62 873 333 (	62 873 333)			
	21	401 585 862	423 239 182		423 239 182	456 318 677	411 497 914

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024		Réalizations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	49 227 205	31 204 912	6 303 444	37 508 356
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	104 344 598)(	80 227 793)(	14 287 613)(	94 515 406)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	1 642 753)(	3 041 599)(	98 181)(	3 139 780)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	52 156 000	69 442 300	2 124 328	71 566 628
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	4 138 663	3 304 717	3 775 892	7 080 609
Excédent accumulé	6	4 594 420	4 838 920	7 502 530	12 341 450
	7	(45 098 268)	(5 683 455)	(983 044)	(6 666 499)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	4 128 937	25 521 457	5 320 400	30 841 857

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14